

Sommet de Trieste : vers la création d'un marché commun des Balkans occidentaux?

Description

Le 12 juillet 2017 s'est tenu le sommet de Trieste, réunissant les représentants de sept pays de l'UE (dont la France et l'Allemagne) ainsi que les chefs d'État des Balkans occidentaux (Macédoine, Serbie, Kosovo, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro), pays toujours aussi désireux d'intégrer l'Union.

Ce sommet s'est inscrit dans la continuité de celui de Berlin, organisé en 2014 et qui visait à rapprocher ces États de l'Union européenne. Outre le fait que le sommet de Trieste a permis la signature de projets dans les domaines des transports et de l'énergie (pour un montant de 200 millions d'euros) et celle d'un traité créant une communauté des transports entre l'UE et les Balkans[1], il avait également pour objectif d'encourager la création d'un marché commun des États de la région. Finalement, ces derniers sont tombés d'accord pour la création d'une « zone de coopération économique régionale ».

Des reticences à la création d'un marché commun dans la région

Cette idée de création d'un marché commun a été mise fin mai 2017 par le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel[2]. Johannes Hahn, Commissaire européen à l'élargissement, a alors déclaré qu'un tel ensemble permettrait la création de plus de 80 000 emplois[3].



Pourtant, les États de la région, qui échangent surtout avec l'Europe de l'Ouest, ont mis des réserves quant à ce projet. La majorité des problèmes régionaux n'ont toujours pas été résolus: le Kosovo n'est reconnu ni par la Serbie, ni par cinq États membres de l'Union européenne (Espagne, Roumanie, Grèce, Slovaquie et Chypre). Pristina est par ailleurs inquiet à l'idée de devenir dans une zone économique dominée par la Serbie et au sein de laquelle les entrepreneurs kosovars se verraient confrontés à des entraves à la circulation (puisque ils ne bénéficient pas d'un régime de libéralisation des visas)^[4]. Par ailleurs, la mise en place de cette zone entraînerait la suppression des droits de douanes du Kosovo, provoquant un manque à gagner notable^[5]. La Bosnie-Herzégovine, quant à elle, est toujours divisée en deux parties distinctes, rendant le pays difficilement gouvernable. La Macédoine est en proie à des tensions internes entre Macédoniens et Albanais et reste perçue par la Grèce comme une menace. De son côté, la Bulgarie refuse de reconnaître l'existence d'une nation macédonienne, estimant qu'il s'agit de Bulgares^[6].

Ainsi, si les représentants de ces six États se sont bien engagés à harmoniser leurs règles d'investissement, à abandonner les barrières douanières non tarifaires et à appliquer globalement l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE), des tensions n'ont pas tardé à apparaître. En effet, la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine a mis en cause la légitimité de sa représentation par le ministre fédéral pour la signature du traité sur les transports avec l'Union européenne. La contestation a été rejetée par la Fédération de Bosnie-Herzégovine, qui ne s'en trouve pas moins désormais dans la position de l'unique pays à ne pas avoir signé le traité^[7].

La crainte d'une tactique d'éloignement de l'UE

La volonté d'intégrer l'Union européenne reste intacte dans ces pays mais ils s'impatientent et craignent que les propositions formulées par les Européens de l'Ouest ne soient qu'un leurre visant à retarder le processus d'adhésion.

Certains États ont plusieurs reprises menacé de trouver des alternatives. La région est en effet actuellement convoitée par la Chine, la Russie ou encore la Turquie. En Serbie, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine, la Chine a réalisé des investissements importants dans le domaine des infrastructures et a racheté des industries en faillite. Pékin envisage de plus en plus la région des Balkans occidentaux comme une portion de la Route de la soie. Pour la Russie, la région est une voie de transit pour accéder au marché européen de l'énergie et un moyen de déstabiliser l'Union européenne. Quant à la Turquie, elle exerce une influence culturelle à laquelle la Bosnie-Herzégovine est particulièrement sensible.

Cependant, les pays des Balkans occidentaux sont parfaitement conscients que l'UE a bien plus à leur offrir. De son côté, Bruxelles sait les inconvénients qu'il y aurait à laisser les Balkans passer sous l'influence d'autres puissances et que la sécurité de l'Europe est corrélatrice à une région des Balkans stabilisée.

L'approfondissement logique du processus de Berlin

L'Ã©ventuelle crÃ©ation d'un espace Ã©conomique commun s'inscrit dans la continuitÃ© du processus de Berlin et n'est donc que l'approfondissement du processus de coopÃ©ration rÃ©gionale entamÃ© en 2014.

En effet, Ã la suite du sommet sur les Balkans occidentaux organisÃ© en Allemagne en 2014, les Premiers ministres albanais, bosnien, kosovar, montÃ©nÃ©grin et serbe ont signÃ©, le 27 aoÃ»t 2015 Ã Vienne, une dÃ©claration commune dans laquelle ils se sont engagÃ©s Ã mettre en place un Office de coopÃ©ration de la jeunesse des Balkans occidentaux[8]. BasÃ©e sur le modÃ©le de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et assistÃ©e par les institutions europÃ©ennes, cette structure soutient grÃ¢ce aux financements des Ãtats de la rÃ©gion des projets pour la jeunesse facilitant les Ã©changes.

PrÃ>s de deux ans aprÃ>s, les pays participants envisagent d'approfondir cette coopÃ©ration rÃ©gionale en crÃ©ant un espace Ã©conomique rÃ©gional consolidÃ©. Le sommet de Trieste s'inscrit donc dans un processus rationnel et historique.

Un exercice de prÃ©paration Ã l'intÃ©gration europÃ©enne

En effet, comme ils l'ont fait avec l'Office de coopÃ©ration pour la jeunesse des Balkans occidentaux, les Ãtats de la rÃ©gion ont ici l'opportunitÃ© de dÃ©montrer Ã l'Union europÃ©enne qu'ils sont tout Ã fait aptes Ã coopÃ©rer. La mise en place de cette zone Ã©conomique apparaÃªt dÃ>s lors comme un excellent exercice de prÃ©paration Ã l'intÃ©gration europÃ©enne, pour peu qu'il soit efficacement accompagnÃ© par les institutions europÃ©ennes. Ainsi perÃªue, l'Ã©ventuelle crÃ©ation d'un marchÃ© commun peut donc ne pas correspondre Ã une tentative de marginalisation de la rÃ©gion par l'UE mais plutÃ´t Ã une prÃ©paration plus efficace.

Une Ã©tude de faisabilitÃ© du projet de paix selon la philosophie europÃ©enne

Comme pour la crÃ©ation de l'Office de coopÃ©ration de la jeunesse des Balkans occidentaux sur le modÃ©le de l'OFAJ, cette zone Ã©conomique serait mise en place en reproduisant le modÃ©le des pays d'Europe de l'Ouest.

Cette idÃ©e repose sur la philosophie qui a prÃ©sidÃ© Ã la crÃ©ation de l'Union europÃ©enne, Ã savoir la paix entre Ãtats par la crÃ©ation d'interdÃ©pendances Ã©conomiques et par le dÃ©veloppement des Ã©changes Ã©conomiques. Certes, cette mÃ©thode peut se heurter Ã des difficultÃ©s. Les institutions europÃ©ennes ont parfois bien du mal Ã maÃªtriser les conflits internes entre Ãtats et Ã faire preuve d'autoritÃ©. Ainsi, l'UE a jusqu'Ã aujourd'hui Ã©chouÃ© Ã trouver une solution au problÃ©me chypriote et, malgrÃ© la conditionnalitÃ© posÃ©e de rÃ©unification de l'Ã©le, le rejet par rÃ©fÃ©rendum en 2004 de ce projet par les Chypriotes grecs a en quelque sorte forcÃ© l'UE Ã renoncer Ã ses propres mises en demeure. Aujourd'hui, l'Ã©mergence d'un ensemble de pays, identifiÃ© comme Groupe de ViÅ¡egrad (Pologne, Hongrie, RÃ©publique tchÃ©que et Slovaquie), qui conteste publiquement le mode de gestion communautaire de la crise migratoire est un autre exemple de ces limites du modÃ©le communautaire.

Finalement, Ã travers ce projet de crÃ©ation d'une zone Ã©conomique commune, les Balkans occidentaux ont non seulement l'opportunitÃ© de dÃ©montrer aux institutions europÃ©ennes qu'ils ont mÃ»ri, mais peut-Ãªtre aussi celle de redonner confiance Ã l'UE, en lui prouvant que

sa philosophie fonctionne. Loin d'écloigner les Balkans occidentaux de l'UE, la mise en place d'un marché commun pourrait bien confirmer à toutes les parties, une fois de plus et peut-être même à leur corps défendant, qu'elles sont indéniablement liées les unes aux autres.

Notes :

- [1] « Un sommet à Trieste pour rapprocher les Balkans de l'UE », *Libération*, 12 juillet 2017.
- [2] Dominique Baillard, « Sommet de Trieste: le marché commun des Balkans suscite des interrogations », *RFI*, 12 juillet 2017.
- [3] Georgi Gotev, « L'UE encourage un marché commun dans les Balkans », *Euractiv*, 17 mars 2017.
- [4] Valerie Hopkins, « Trieste test for Western Balkan Unity », *Politico*, 11 juillet 2017.
- [5] « L'UE pousse les Balkans vers l'intégration économique », *Challenges*, 12 juillet 2017.
- [6] « Un sommet à Trieste pour rapprocher les Balkans de l'Union européenne », intervention de André Liebich, *Avis d'expert* (podcast), 12 juillet 2017.
- [7] Igor Spaic, « Bosnia slammed for failure to sign transport treaty », *Balkan Insight*, 25 juillet 2017.
- [8] Jasha Menzel, « Un Office pour la coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux », *Regard sur l'Est*, 25 décembre 2016.

Vignette : Infographie du marché commun des Balkans occidentaux (SEAE)

* Jasha MENZEL est spécialiste des Balkans occidentaux.

244x78

Image not found or type unknown

date création

20/08/2017

Champs de Métier

Auteur-article : Jasha MENZEL *